

Obstacles aux études postsecondaire

L'éducation postsecondaire est vitale à la santé économique des ménages sur le plan individuel et du pays dans son ensemble. Le Canada ne peut pas se permettre d'être complaisant en ce qui concerne l'accès au collège et à l'université. En théorie, le système est ouvert à tous et à toutes, mais en pratique, pour beaucoup, les portes sont fermées.

La bonne nouvelle, c'est que comparativement à d'autres pays, les résultats du Canada en matière d'éducation postsecondaire sont relativement bons.

En effet, selon les données du Recensement 2006, 66 p. cent des Canadiennes et Canadiens âgés de 25 à 34 ans avaient complété une forme ou une autre d'études postsecondaires. En fait, de tous les pays de l'OCDE, le Canada est celui où les niveaux de scolarité sont le plus élevé. Ce résultat vaut surtout pour les études collégiales; pour les études universitaires, le Canada se situe plus près du milieu.

Mais les moyennes nationales masquent le fait que certaines populations sont sous-représentées en matière d'éducation post-

secondaire. Les taux de participation des Autochtones, des personnes ayant des incapacités et des jeunes de familles à faible revenu, règle générale, sont plus bas.

Comparativement à d'autres Canadiens, les Autochtones sont deux fois plus susceptibles d'abandonner les études avant la fin du secondaire et ils sont trois fois moins susceptibles de décrocher un diplôme universitaire.

Quant aux bénéficiaires d'aide sociale, ils font face à une pente spécialement abrupte s'ils entendent poursuivre des études supérieures. Les difficultés qu'ils ont à surmonter sont examinées de plus près dans le commentaire intitulé *Les divers parcours de l'aide sociale à l'éducation postsecondaire*.

Heureusement, le déséquilibre en matière d'accès est moins prononcé lorsqu'il s'agit de faire des études collégiales. En effet, on retrouve au collégial des élèves de toutes les strates de revenu. Par contre, ceux dont les familles sont à faible revenu sont sous-représentés à l'université.

Les obstacles attribuables aux habiletés scolaires, à la qualité des écoles secondaires et à l'influence parentale représentent 84 p. cent de l'écart de participation universitaire entre les jeunes à faible revenu et les jeunes à revenu élevé. Le manque d'information et la préparation inadéquate avant la fin des études secondaires sont de graves entraves.

La difficulté d'entreprendre ou de reprendre des études postsecondaires est spécialement vive pour les apprenants plus âgés. L'accès à l'information sur les programmes d'éducation pour adultes est déficient. Quoiqu'une majorité de provinces et de territoires possède des sites web s'adressant aux apprenants adultes, ces sites sont difficiles à naviguer et leur langage est souvent hermétique et difficile à comprendre.

Les revenus et l'instruction des parents sont des facteurs qui ont une forte incidence sur les choix d'éducation des jeunes. Les jeunes adultes de familles dont le revenu est supérieur à 100 000 dollars par année sont deux fois plus susceptibles de fréquenter l'université que ceux dont les familles gagnent moins de 25 000 dollars par année.

Les enfants dont les parents ont terminé des études postsecondaires sont beaucoup plus susceptibles de faire des études supérieures que ceux dont le niveau de scolarité des parents se limite à l'école secondaire.

Chez les jeunes dont les parents ont fréquenté l'université, 50 p. cent sont inscrits à l'université. Ce pourcentage est près de trois fois plus élevé que le taux de participation des enfants dont les parents n'ont jamais fait d'études universitaires.

L'attrait du marché du travail lorsque l'on peut décrocher sur-le-champ un emploi bien rémunéré est un autre obstacle. Les diplômés du secondaire qui habitent des régions où l'économie est florissante sont souvent détournés d'entreprendre des études postsecondaires au profit du marché du travail. Dans certaines régions et à des moments particuliers du cycle économique, les avantages financiers à long terme de poursuivre des études postsecondaires ne constituent pas un puissant incitatif ni une motivation profonde en ce sens.

L'abordabilité est un autre obstacle important à l'éducation postsecondaire.

De 1997-1998 à 2008-2009, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et au Manitoba, les droits de scolarité universitaires moyens indexés ont augmenté de 65 p. cent, une croissance en termes réels de 37 p. cent. Sur la même période, les droits de scolarité collégiaux moyens indexés, sauf dans ces trois provinces, ont augmenté de 62 p. cent, une hausse en termes réels de 35 p. cent.¹

Ainsi, il n'est pas étonnant de constater un besoin considérable d'aide financière aux études. Pourtant, les étudiantes et les étudiants dont les familles sont à faible revenu reçoivent souvent très peu de soutien financier, surtout s'ils habitent chez leurs parents ou travaillent un grand nombre d'heures pour joindre les deux bouts.

Pratiquement, la croissance récente des transferts gouvernementaux pour l'éducation postsecondaire a fait bien peu pour améliorer l'accès aux études supérieures des élèves à faible revenu. Au cours de la dernière

décennie, c'est surtout par le biais de crédits d'impôt que les gouvernements ont choisi de soutenir financièrement les études.

Or, si les allègements d'impôt aident effectivement certains ménages, ils avantage disproportionnellement ceux qui n'ont pas besoin d'aide financière. Parce que les crédits d'impôt sont non remboursables, ils ont peu ou pas de valeur pour les étudiants et étudiantes dont les familles sont à faible revenu, car leur revenu imposable étant bas, de toute manière, elles paient peu d'impôt ou n'en paient pas.

De plus, les dégrèvements d'impôt s'appliquent une fois dans l'année durant la période de l'impôt. Or, c'est toute l'année que les étudiants et étudiantes doivent subvenir à leurs besoins essentiels, comme le logement, la nourriture et le transport. Les allègements d'impôt fournissent l'aide requise des mois après que le loyer et les autres nécessités de la vie ont été payés. Pour boucler leur budget, beaucoup d'étudiantes et d'étudiants doivent s'endetter plus lourdement ou travailler un plus grand nombre d'heures, ce qui gruge du temps à leurs études.

Malheureusement, la majorité des Canadiennes et Canadiens à faible revenu ne sont pas au courant des programmes d'aide à l'éducation offerts par le gouvernement fédéral. Au dernier relevé, seulement 16 p. cent des ménages canadiens s'étaient prévalus du Bon d'études canadien pour épargner en vue des études postsecondaires de leur enfant.

Au cours des dernières années, il a été encourageant de constater que le taux moyen d'endettement étudiant s'était stabilisé. Les bourses d'études et les subventions de

recherche versées en vertu de la Fondation canadienne des bourses du millénaire (maintenant abolie) ont permis de réduire la dette étudiante moyenne dans certaines provinces. Le nouveau programme fédéral d'aide financière aux études a pour objet, à tout le moins en théorie, de prendre la relève de la Fondation.

On ne parviendra pas à stimuler une plus forte participation à l'éducation post-secondaire chez les groupes qui y sont sous-représentés si on ne réduit pas les obstacles auxquels ils font face ou mieux encore, si on ne les abolit pas. Dans le commentaire *Réformes proposées en matière d'éducation postsecondaire, nous examinons un éventail d'options possibles.*

Sherri Torjman

Note

1. Pour une analyse détaillée des droits de scolarité, cf. Berger J., A. Motte et A. Parkin (éd.), 2009. *Le prix du savoir: l'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada – quatrième édition.* Montréal: Fondation canadienne des bourses du millénaire, 4^e chapitre.

Tous droits réservés © 2010
Caledon Institute of Social Policy

1390, chemin Prince of Wales, bureau 401
Ottawa (ON) K2C 3N6
CANADA

Téléphone: (613) 729-3340

Courriel: caledon@caledoninst.org
Site Web: www.caledoninst.org